

Transit et installation des migrants érythréens post-indépendance au Soudan : politique ou économie ?

Netserreab Ghebremichael Andom

TRADUCTION **Marcus Spencer**

DANS **OUTRE-TERRE 2017/4 N° 53**, PAGES 193 À 201

ÉDITIONS **L'ESPRIT DU TEMPS**

ISSN 1636-3671

ISBN 9782847954005

DOI 10.3917/oute1.053.0193

Date de mise en ligne : 03/05/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-outre-terrez-2017-4-page-193?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour L'Esprit du temps.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Transit et installation des migrants érythréens post-indépendance au Soudan : politique ou économie ?

Netserreab Ghebremichael Andom¹

Située dans un « Arc de crise », la Corne de l'Afrique se caractérise depuis des décennies par une migration *problématique*. Initié avec le « processus d'Addis-Abeba » au début des années 1990, le flux de collectivités érythréennes migrantes transfrontalières post-indépendance transitant par le Soudan qui a retenu l'attention des militants, des journalistes et des chercheurs émerge à l'aube du XXI^e siècle. Il est difficile d'obtenir des données statistiques précises. Différentes structures de l'ONU suggèrent qu'après les accords d'Alger du 12 décembre 2000 (création de la commission frontalière le 13 mars 2002) entre l'Érythrée et l'Éthiopie en guerre, ce sont 400 à 5 000 Érythréens qui fuient mensuellement le pays. Le gouvernement de l'Érythrée (Government of the State of Eritrea, GSE) qualifie ces informations de « mensongères » et d'exagérations grossières². On estime qu'en tout ce sont 400 000 Érythréens qui ont déjà quitté le pays ; soit 9 à 18% d'une population estimée à 2,5/6 millions d'habitants faute de recensement. Selon l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR, HCR) plus de 313 000 personnes avaient fui leur patrie à la mi-2014. D'autres estiment à 23,7% la part des Érythréens sur les 1,6 millions d'émigrés originaires des 14 pays formant l'Afrique de l'Est et transitant par eux. Au milieu de la première décennie du nouveau millénaire, les migrants Érythréens résidaient principalement en Afrique, soit 78,2% en 2005, l'écrasante majorité d'entre eux vivant au Soudan et en Éthiopie ou transitant par ces deux pays. Avec un taux d'identification du statut de réfugié de plus de 95%, il y avait 112 450 Érythréens enregistrés comme tels ou comme demandeurs d'asile au troisième trimestre 2017 ; une proportion égalée par peu de pays d'Afrique orientale : en particulier le Burundi (90,8%) et le Rwanda (85,2%).

Vu le nombre d'Érythréens vivant à l'étranger situé entre 700 000 et un million, il s'agit indéniablement d'un « État diasporique ».

1 Chercheur indépendant associé au CEDEJ-Khartoum (Soudan) ; l'article est tiré du projet de recherche en PhD *Irregular Youth Migration from Post-Independence Eritrea to the Sudan (1993-2013) : Causes, Consequences and Trends*.

2 Cf. James Copnall, « Eritrea : the Land its Citizens Want to Forget », <[news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8393376.stm](https://www.bbc.co.uk/2/hi/africa/8393376.stm)> [17 février 2013].

Depuis en gros la dernière décennie, vu l'absence d'opportunités économiques et les défis sécuritaires rencontrés dans les pays d'accueil et/ou de transit, les Érythréens font désormais partie des premiers groupes nationaux de migrants clandestins à destination de l'Europe. Sur un total de 11 298 migrants clandestins (principalement à partir de la Corne de l'Afrique) requérant asile et secours dans les pays membres de l'Union européenne en 2013, les Érythréens atteignaient un taux de 76% d'identification³. Le nombre de demandeurs d'asile érythréens en Europe avait triplé en 2014 par rapport à 2013.

Mais vu qu'une majorité écrasante des Subsahariens continuent à se trouver au Sud, l'« invasion » prétendue de l'Europe par des migrants de cette région du monde apparaît comme un mythe⁴. Par rapport aux pays voisins à faibles ressources sur qui repose largement l'afflux des Érythréens, la proportion de ceux-ci dans les pays européens qui en accueillent demeure encore réduite. Ils sont principalement concentrés en Allemagne (7%, environ 13 000), en Suède (quelque 11 000) et en Suisse (6%, autour de 7 000).

Donc, malgré les vagues d'entrée massive de clandestins érythréens dans les pays membres de l'UE depuis maintenant un certain temps, ce sont les pays les moins développés d'Afrique qui assument pour l'essentiel le poids de l'accueil de ces « hôtes » sous forme de réfugiés ou de migrants économiques. En particulier le Soudan avec entre 120 000 et 333 500 personnes⁵ et l'Éthiopie entre 99 000 et 104 000 (données pour fin 2014). À part ces pays limitrophes, des (dizaines) de milliers d'Érythréens vivent également depuis les années 2000 au Soudan du Sud (avec un taux de départ croissant), en Ouganda, en Angola, en Afrique du Sud, au Kenya, en Israël (avant l'aménagement d'une barrière de fil barbelé pour un coût de 524 millions de dollars dans le Sinaï) et plus récemment au Rwanda (infiltrations)⁶.

3 Cf. Melisa Philips, Chris Horwood, « Eritrean Exodus – the Drivers and Trends of current Migration Spike », <www.regionalmms.org/index.php?id=44&tx_ttnews[tt_news]=282&cHash=c8bbb254adac536f0f9d387d6c43699e#> [11 avril 2015].

4 Cf. Hein De Haas, « The Myth of Invasion : the Inconvenient Realities of African Migration to Europe », *Third World Quarterly*, 2008, p. 1305-1322.

5 On note l'écart considérable entre la Commission for Refugees (COR) soudanaise qui dénombre 333 500 réfugiés érythréens sur un total de 615 340 réfugiés et le HCR qui compte 120 000 Érythréens sur un total de 178 308 réfugiés au Soudan fin 2014. Cet écart s'explique par la méthode controversée de calcul de la COR qui inclut aussi les personnes vivant à l'extérieur des camps. Les informations de la COR ou de l'Ethiopia's Administration for Refugees and Returnees Affairs (ARRA) ne doivent de toute façon pas être prises pour argent comptant.

6 L'accroissement des migrants érythréens au Rwanda s'explique d'une part par la paix relative dont jouit le pays, de l'autre par des arrangements avec Israël pour accueillir des « infiltrés » érythréens en échange d'une assistance technique et financière : « aide militaire », soutien à l'agriculture, apports financiers individuels. Parmi les pays africains approchés par Israël, l'Ouganda paraît avoir été très réticent alors que le Rwanda semble avoir accepté ouvertement l'arrangement. Il est confirmé qu'Israël, pays xénophobe, pèse sur les migrants-réfugiés avec tout un système d'incitations (environ 3 500 dollars par personne) afin qu'ils rentrent dans leur pays d'origine ou partent pour tout autre pays africain. Cf. Graham Peebles, « Trafficking and Torturing Eritrean Refugees », 2014, <ethiomeia.com/16file/4630html>; Martin Plaut, *Understanding Eritrea : Inside Africa's Most Repressive State*, New Delhi, Oxford University Press, 2016.

La question qui se pose naturellement est de savoir pourquoi l'Érythrée enregistre une hémorragie aussi massive de ses citoyens depuis une décennie et demie. En d'autres termes : pourquoi ce départ de ceux dont le pays a le plus besoin comme force de travail et de matière grise ?

L'EXPLICATION PAR L'ÉCONOMIE MUSELÉE

Même s'il est impossible d'ignorer la situation aberrante et blâmable en matière de droits de l'homme de l'Érythrée post-indépendance quand les autorités géraient leur nouvel État en toute impunité, la tentative de rapporter exclusivement les défis migratoires du pays à des problèmes intérieurs risque le simplisme et empêche de prescrire des remèdes. Les explications produites par la Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea (2015)⁷ et autres ont été généralement rejetées par l'établissement politique du pays. Les anciens guérilleros bureaucrates semblent parfois admettre des déficits en matière de gouvernance (droits de l'homme), mais assurent dans le même temps travailler à un redressement. À d'autres moments, ils arguent du lourd prix à payer pour la consolidation, la sécuritisation et le processus de *nation building*⁸ et du fait que la situation n'est pas pire en Érythrée qu'ailleurs en Afrique. Ils sont catégoriques : se focaliser sur les droits de l'homme pour expliquer la migration des jeunes Érythréens, ce serait ignorer le contexte politique et économique où se trouve le pays. Il est en outre commun d'entendre des dénégations quant aux postures orientées contraires aux véritables expertises, elles fondées sur la complexité du phénomène migratoire.

Bien sûr le climat de l'Érythrée post-années 2000 ne peut être considéré comme favorable à la jeunesse, de même que l'état de l'économie nationale n'y a rien de rose. Mais la présentation de l'Érythrée en tant que « Corée du Nord de l'Afrique » et la thèse d'une émigration « phénoménale » de sa jeunesse demeurent, tout comme les dénigrements auxquels le pays est en permanence confronté, de plus en plus hors contexte. Il est parfaitement inutile de marteler les accusations de « gouvernement le plus répressif du monde »⁹, de même que tenter de peser sur sa politique extérieure en jouant sur les conditionnalités de l'aide s'est révélé inefficace. Plus les pays occidentaux recourent à cette stratégie, plus les élites politico-militaires de l'Érythrée se figent dans leurs positions isolationnistes et leur idéologie de combat autosuffisants. Mieux : semblables approches ont bloqué en général la voie de la coopération avec

7 COIE/Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea (2015), *Report of the Detailed Findings of the Commission of Inquiry on Human Rights in Eritrea*, A/HRC/29/CRP.1.

8 Cf. Tanja R. Müller, « From Rebel Governance to State Consolidation – Dynamics of Loyalty and the Securitization of the State in Eritrea », *Geoforum*, vol. 43, 2012, p. 793-803.

9 Cf. Amelia Smith, « The Million-Dollar Boat Ride Across the Mediterranean », Londres, *Middle East Monitor*, 2017, p. 5.

d'autres États et acteurs non étatiques, le pays ayant décliné des millions de dollars d'aide de la communauté de donateurs et des institutions financières¹⁰.

Ce tournant complet a suscité la critique : cette politique ne correspond pas aux positions du gouvernement érythréen de 2001 à 2004 quand le pays luttait contre les effets post-guerre : quantités de personnes déplacées et pénurie de nourriture due à de mauvaises récoltes¹¹. Par exemple, dès 2003-2004, le GSE avait lancé un appel d'urgence de 147 millions de dollars d'assistance destinée à 1,6 million de personnes, soit la moitié d'une population affectée par la guerre et la sécheresse. Ce qui inclut 1,1 million de victimes de guerre, 335 000 victimes de la sécheresse, 175 000 communautés d'accueil impactées et 150 000 personnes touchées par la pauvreté urbaine¹². Ce qui rend les observateurs encore plus perplexes devant la brusque décision du gouvernement, c'est la coïncidence avec l'intensification de l'exode des jeunes.

Dans tous les cas de figure, les hauts fonctionnaires du gouvernement interviewés tant en Érythrée qu'au Soudan trouvent indécent d'appréhender les migrants érythréens actuels en tant que demandeurs d'asile, alors qu'eux plaident avec véhémence pour une qualification en tant que « migrants économiques et d'emploi ». De fait : nombre de chercheurs renversent les arguments tonitruants des organisations des droits de l'homme et accordent foi, dans une certaine mesure, aux affirmations des élites érythréennes – approche de la migration post-années 2000 en tant que pour partie « économique et de travail », soulignant le caractère mixte de la mobilité transfrontières dans toute la Corne de l'Afrique, Érythrée inclus¹³.

Autre catégorie de migrants souvent négligée celle des *return migrants*, soit des migrants érythréens qui se sont introduits au Soudan après un bref retour volontaire et assisté au pays, ceux que les Soudanais nomment des *recyclers*. Conformément à un accord tripartite entre le GSE, le gouvernement soudanais et le HCR, l'Érythrée rapatria pendant la première moitié des années 1990 un grand nombre de ses réfugiés au Soudan. Mais étant donné les défis économiques (combinés à l'insécurité politique) rencontrés par ces *retournees* immédiatement après le retour au pays, plusieurs

10 Rien qu'en 2006, en pleine émigration massive des jeunes, l'Érythrée a écarté plus de 200 millions de dollars d'aide (ONU, prêts de la Banque mondiale pour le développement, organisations caritatives, cf. Gaim Kibreab, *Eritrea : A Dream Differed*, New York, James Currey, 2009).

11 Cf. Rena Ravinder, « Challenges for Food Security in Eritrea – A Qualitative and Descriptive Analysis », *African Development Review*, vol. 17, 2, 2005, p. 193-212.

12 *Ibid.*, p. 200 ; USAID Famine Early Warning System Network.

13 SAMP/Southern African Migration Programme, « Migration and Development in Africa : An Overview », <samponline.org/wp-content/uploads/2016/10/MAD_1.pdf> [17 novembre 2017] ; RMMS/Regional Mixed Migration Secretariat, « Going West : Contemporary Mixed Migration Trends from the Horn of Africa to Libya and Europe », 2014, <www.regionalmms.org/fileadmin/content/rmss_publications/Going_West_migration_trends_libya_Europe_RMSS.pdf> [11 avril 2015] ; Iván Martín, Sara Bonfanti, « Migration and Asylum Challenges in Eastern Africa : Mixed Migration Flows Require Dual Policy Approaches », *Policy Brief Prepared by Migration Policy Centre*, mars 2015/04.

familles furent contraintes ou bien de renvoyer leurs jeunes (souvent des garçons) ou préférèrent les laisser au Soudan en tant que réfugiés ou migrants sans-papiers.

Aux facteurs d'émigration mentionnés *supra* on peut en ajouter d'autres qui ont peu retenu néanmoins l'attention des chercheurs : 1) la misère extrême laquelle affecte les deux tiers de la population érythréenne¹⁴ ; 2) l'inflation qui atteint des records et affecte l'existence tant de nombreux citoyens ordinaires des villes que des fonctionnaires ; 3) un grave chômage structurel ou un problème de sous-emploi¹⁵ sans compter la solde (en français dans le texte) dérisoire des conscrits des services national et militaire¹⁶ ; 4) la militarisation excessive de la population érythréenne due aux tensions dans une Corne de l'Afrique où s'affrontent des prétentions hégémoniques ; 5) les résultats médiocres/faibles des bureaucrates post-indépendance en matière de gouvernance – sans parler des « tensions générationnelles »¹⁷ produites sans que les autorités s'en soient rendu compte ; 6) des institutions faibles et des élites politiques qui renâclent en permanence à créer des structures robustes, transparentes et fiables ; 7) les conflits armés dans la région articulés sur des intérêts stratégiques régionaux et internationaux, d'où le report de la transition à la démocratie en Érythrée ; 8) une politique de la migration inadaptée¹⁸ par rapport à celles des pays de transit/d'accueil ; 9) l'absence d'une approche innovante des Érythréens personnes déplacées à l'intérieur, déportés et retournés ; 10) la prolifération d'une « industrie de la migration » relativement efficiente incluant les passeurs/trafiquants d'êtres humains, les négociateurs, les inspecteurs (asile, refuge), soit tout un empire

14 En 2004 on estimait la proportion des Érythréens vivant dans un état de pauvreté absolue avec moins de 60 cents US/jour à 66% (2,36 millions). GSE/Government of the State of Eritrea, *Eritrea : Interim Poverty Reduction Strategy Paper (I-PRSP)*, Government of the State of Eritrea, Asmara, Érythrée, 2004.

15 World Bank, « Conflict and Labor Markets in Manufacturing : The Case of Eritrea », CPR/Conflict Prevention and Reconstruction Unit of the Social Development Department, World Bank, *CPR Dissemination Notes*, décembre 2002, 7, p. 11-14.

16 Alors que les économistes y estiment le taux de chômage à autour de 50%, cf. Berhane Tewelde, *A Socio-Economic Analysis of Migration and Remittances in Eritrea*, Rome, GAN, 2008, des rapports anecdotiques du GSE expliquent paradoxalement qu'avec un taux de seulement 8,6%, le pays jouit du plus bas taux de chômage du monde (bien plus bas que celui des pays destinations des migrants érythréens), cf. Magil Dyess Martini, « Ethiopia and Horn of Africa : Push or Pull ? », <www.ethiomeia.com/100leads/4953.html> [1^{er} juin 2015]. Les soldes des conscrits des services national et militaire ne sont pas des salaires véritables, ces derniers recevant un argent de poche qui ne dépasse pas les 300-500 nakfas (20 à 33 dollars) par mois.

17 Dans la rhétorique post-2000 du régime, les élites politiques et militaires *Yikealo* – mot voulant dire apte ou brave et désignant l'ancienne génération, soit les vétérans de la guerre de libération nationale – se sont de plus en plus livrées à une appréciation subjective des générations suivantes : les cohortes de 1960-1970 étaient appréciées comme la « génération dorée et on tendait dangereusement à estimer la jeunesse post-indépendance *Warsay* comme moins nationaliste et donc inférieure. Cf. Sara Rich Dorman, « Past the Kalashnikov : Youth, Politics and the State in Eritrea », in Jon Abbink, Ineke van Kessel (éd.), *Vanguard or Vandals : Youth, Politics and Conflict in Africa*, Boston, Leyde, Brill, 2005, p. 191-206 ; Bettina Conrad, « A Culture of War and a Culture of Exile : Young Eritreans in Germany and their Relations to Eritrea », *Revue européenne des migrations internationales*, 22, 1, 2006 ; Magnus Treiber, « Dreaming of Good Life – Young Urban Refugees from Eritrea : Between Refusal of Politics and Political Asylum », in Hans Peter Hahn, Georg Klute (éd.), *Culture of Migration*, Berlin, Lit Verlag, 2007, p. 239-260 ; John R. Campbell, « Caught between the Ideology and Realities of Development : Transiting between the Horn of Africa to Europe », *Migration Studies Unit Working Papers*, 2009/1 ; Tricia Redeker Hepner, « Militarization, Generational Conflict and the Eritrean Refugee Crisis », in Marisa O. Ensor (éd.), *African Childhoods : Education, Development, Peacebuilding and the Youngest Continent*, New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 109-123 ; Jon Abbink, « Being Young in Africa : The Politics of Despair and Renewal », in Jon Abbink, Ineke van Kessel (éd.), *Vanguard or Vandals : Youth, Politics and Conflict in Africa*, *ibid.*, p. 1-19.

18 Excessivement restrictive, la plupart du temps instable et *ad hoc*, si l'on compare avec celles du Soudan et de l'Éthiopie, relativement souples et probablement très réceptives par calcul stratégique vis-à-vis des déserteurs et évadés érythréens.

d'agents et d'assistants qui facilitent les mouvements transnationaux des Érythréens et expédient les procédures. En somme : même si le passage/le trafic d'Érythréens doit être appréhendé comme la conséquence plutôt que la cause de la migration clandestine massive, l'exode des années post-2000 ne saurait s'expliquer uniquement par un service national à durée indéterminée dans des conditions de « conflit gelé » ; il s'articule aussi sur la prolifération d'un passage/d'un trafic de millions d'êtres humains qui va bien au-delà des frontières avec le Soudan et l'Éthiopie¹⁹.

RÉSULTATS DE LA RECHERCHE

Vu le contexte des travaux mentionnés *supra* et la controverse entre les organisations des droits de l'homme et les autorités érythréennes, il est intéressant de savoir ce que disent elles-mêmes les collectivités d'Érythréens en transit de leur émigration « clandestine ». Ces personnes, pour l'essentiel très jeunes et relativement bien éduquées, se plaignent majoritairement du service national civil et militaire à durée indéterminée qui persiste depuis l'entrée dans la seconde guerre entre l'Érythrée et l'Éthiopie (1998-2000) et la proclamation consécutive de la « campagne de développement *Warsay Ykealo* en 2002. Rien d'étonnant à ce que la majorité d'entre eux soient ou bien des déserteurs du service national (environ 58%) ou des évadés (42%).

Fait peut-être indicatif de la contraction des opportunités de vie dans l'Érythrée contemporain, un pic observable de mineurs et dans une certaine mesure de familles s'échappant dans les pays voisins. Une majorité écrasante de ceux qui sont allés jusqu'au bout du service national (Eritrean National Service) se plaignent de la « dureté des règlements » et des « salaires dérisoires » sur les sites gouvernementaux et paragouvernementaux où ils avaient été assignés. Sans doute ces discours ont-ils contribué à ce que les migrants érythréens post-2000 soient qualifiés de réfugiés *Sawa* (l'un des principaux camps d'entraînement dans les basses terres – la région de Gash-Barka²⁰). Le ressentiment des personnes interviewées dans le cadre de cette étude tourne autour d'un État qui étrangle en permanence leurs besoins, leurs aspirations et leur bien-être. Raison pour laquelle les deux tiers d'entre eux affirment que le système politique en vigueur dans leur pays d'origine était devenu de plus en plus insupportable, générant parmi eux le désespoir et la léthargie.

19 Cf. Tekleab Tesfalema Araia, « The Eritrean Exodus : Interface between Human Smuggling and Human Trafficking », Paper Presented at the ASA Annual Meeting, University of Witwatersrand – African Centre for Migration and Society, 2013. Encore récemment en juin 2016, des affrontements entre Éthiopiens et Érythréens aux frontières contestées ont inquiété nombre de jeunes Érythréens quant à leur sécurité et à l'éventualité d'une nouvelle guerre totale.

20 À part les six mois d'entraînement militaire pour les recrues et conscrits des Eritrean Defense Forces/EDF, le camp abrite en même temps des centres pédagogiques et professionnels. Tous les étudiants du 12^e degré sont tenus de compléter leurs études supérieures en s'y présentant pour accomplir leurs obligations de service national. Comme il est proche de l'État soudanais de Kassala, nombre de jeunes passent fréquemment la frontière dans la clandestinité.

Mais cette *hopeless stasis*²¹ prédominante dans l'Érythrée post-2000 n'est pas seule à « pousser » les jeunes à quitter leur pays. Il y a aussi les performances d'une économie déprimée, et ce même par rapport aux critères régionaux. L'écart de PIB *per capita* entre Érythrée et Soudan (mesuré à parité de pouvoir d'achat) est passé de 837 à 689 dollars en 2000, à 1797 contre 1873 en 2013. Les deux tiers des personnes interviewées sont d'avis que la réflexion sur la détérioration des conditions économiques emmène les migrants à prendre le risque d'une traversée dangereuse de la frontière.

Alors que les autorités érythréennes attribuent les médiocres performances de l'économie aux guerres des pré- et post-indépendance ainsi qu'à d'incessantes conspirations régionales et internationales, certains participants à notre recherche les associent carrément aux échecs politiques du parti au pouvoir, le Front populaire pour la démocratie et la justice (FPDJ). Pour eux c'est la politique erronée anti-business du gouvernement érythréen qui les a acculés eux et leurs parents dans une situation sans issue. De même que le monopole du parti sur l'économie combiné à l'insurmontable défi de se procurer des devises étrangères (en particulier des dollars) à un taux de change raisonnable les a mis hors d'état de surmonter la routine qui freine toute activité entrepreneuriale en Érythrée depuis plus d'une décennie.

Dans le même temps plusieurs collectivités de migrants transitant ou accueillis dans les camps de Shagarab et les espaces urbains des États soudanais de l'est indiquent comme une des raisons principales de leur départ la situation perturbante de « no-peace, no-war ». Indépendamment certes de la quête de nourriture, *kab adey enjera delye wetsi'e*. Mais étant donné que 76% des interviewés peuvent difficilement témoigner de l'expérience (plus d'une semaine) de la faim vécue par leur famille depuis la libération de l'Érythrée, la « quête de nourriture » ne doit pas être prise ici pour argent comptant ; ils veulent dire par là les incertitudes économiques et politiques de la situation. Ils ont quitté leur pays d'origine aussi bien pour trouver du travail à l'étranger et augmenter leurs économies comme les revenus de leur famille que parce qu'ils étaient en quête de secours et de protection.

Le calcul était à coup sûr valable pendant le très court boom économique au Soudan (1998-2011) principalement entraîné par les investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier. Mais en dépit de la contraction de la demande de force de travail étrangère dans la construction et les services depuis la sécession du Soudan du Sud, il est paradoxal de constater qu'encore plus d'Érythréens continuent de fuir le pays en direction d'un Soudan éprouvé et d'y organiser des mouvements migratoires secondaires en direction de la « forteresse Europe ». Dans ce contexte, les autori-

21 ICG/International Crisis Group, « Eritrea : The Siege State », *Crisis Group Africa Report* n°200, 28 mars 2013.

tés érythréennes se sont empressées de blâmer l'Union européenne qui accorde aux Érythréens un plein statut de réfugié et son « chauvinisme d'État providence »²² qui attire leur jeunesse tentant sa chance.

Quoi qu'il en soit : la plupart des participants ont souligné sans équivoque leur désir de se rendre dans des pays plus sécurisés, dotés de plus d'opportunités et associés à de meilleures conditions de vie. Ils s'écartent ce faisant en partie de la lettre pastorale tant vantée et si controversée de quatre évêques catholiques du pays qui mettait en garde contre « les espérances irréalistes et les illusions improbables » amenant les jeunes et leurs parents à opter par exemple pour des mariages non et mal préparés, voire même blancs ; contre la fausse séduction d'une vie subventionnée en permanence ; contre le refus de chercher des alternatives dans la mère patrie²³.

CONCLUSION

Pour finir, les résultats de notre étude informée par une triangulation des données montrent que l'« instabilité » politique et les « sombres » perspectives économiques de l'Érythrée post-2000 ont indéniablement induit et pérennisé un exode de masse de la jeunesse du pays. Ce sont là les causes, tout autant que des évolutions politiques défavorables à la jeunesse (encore aggravées par des calculs politiques régionaux et internationaux), du départ de la force de travail et des cerveaux. Alors que le climat de plus en plus répressif à l'intérieur a exacerbé le flux en direction des pays voisins et de pays lointains, trois autres facteurs, souvent minimisés par les analystes, ne doivent pas être sous-estimés. 1) Les « interférences mutuelles » des pays de la région dans leurs affaires intérieures respectives et une « bienveillance calculée » et subtile²⁴ quant à l'accueil de flux migratoires : discrimination positive en Éthiopie avec un système d'auto-assistance pour les réfugiés urbains réservé aux Érythréens ou bien déploiement du « tapis de bienvenue » au Soudan. 2) Comme en attestent différents rapports du Département d'État américain sur le trafic d'êtres humains dans la région, les voisins affichent un manque total de standards en matière d'éradication quand il s'agit d'Érythréens. 3) L'environnement international peu accommodant pour le régime érythréen (y compris les « smart sanctions » du Conseil de sécurité de

22 Les réfugiés en Europe bénéficient de prestations entre 400 et 600 euros, soit au taux officiel de change de 5 000 à 8 000 nakfas, DIS/Danish Immigration Service, *Eritrea – Drivers and Root Causes of Emigration, National Service and the Possibility of Return : Country of Origin Information for Use in the Asylum Determination Process*, Report from the Danish Immigration Service's fact finding missions to Ethiopia and Eritrea, août/octobre 2014, 5/2014, Copenhague, Danish Immigration Service, 2014, p. 55 ; le migrant qui réussit à rejoindre l'Europe gagne de 125 à 200 fois plus qu'un ministre dans son pays. Plusieurs pays d'Europe de l'Ouest ont du coup remédié à cette politique prétendument biaisée en fermant les portes aux migrants fuyant la pauvreté, et pas la guerre, cf. Hein De Haas, « The Myth of Invasion », *op. cit.*

23 Cf. Mengisteab Tesfamariam, Thomas Osman, Kidane Yeibio, Fikre Mariam Hagos, « Where is Your Brother ? », 25 mai 2014, <amecea.blogspot.ca/2014/06/eritrea-nuncio-for-eritrea-appointed.html> [29 octobre 2014].

24 Cf. Gil Loescher, John A. Scanlan, *Calculated Kindness : Refugees and America's Half-Open Door : 1945 – Present*, New York, The Free Press, 1986.

l'ONU depuis le 23 décembre 2009) a aussi participé de l'« exode disproportionné » de la jeunesse du pays.

Il est plus généralement problématique de différencier avec précision les catégories. Si parmi les Érythréens qui transitent par ou vivent au Soudan nombreux sont ceux auxquels s'appliquent indéniablement les lois et protocoles concernant les réfugiés, d'autres sont tout simplement des migrants sans-papiers. Ce qui apparaît, c'est que globalement ils ne se distinguent pas de leurs homologues de la Grande Corne de l'Afrique (Somalie, Éthiopie, Kenya, Soudan du Sud, Érythrée, Djibouti, Soudan) avec toutes les difficultés à crédibiliser le statut de réfugié des demandeurs d'asile, en particulier dans le cas des « imposteurs religieux »²⁵ comme à étiqueter les migrants²⁶. Probablement la seule différence réside-t-elle dans le service national universel, obligatoire et à durée indéterminée. Les chercheurs préfèrent d'ailleurs utiliser l'expression de *migrants-réfugiés* (*immigrants-refugees*) non seulement afin d'appréhender la nature mixte de « sujets » en situation « irrégulière », mais aussi pour mettre en exergue leur faculté à surmonter les contraintes institutionnelles dans le pays de transit/d'accueil et à obtenir la protection du régime international des réfugiés.

Le cœur de notre argumentation est le suivant : il est clair que la situation politique dans l'Érythrée post-2000 joue un rôle déterminant dans l'« exode » massif de la jeunesse du pays, mais tant le(s) conflit(s) frontalier(s) que la situation trouble de *no war-no peace* ou les médiocres résultats des autorités érythréennes ne devraient pas occulter les autres facteurs hautement imbriqués en tant que forces motrices de la mobilité transfrontalière non régulée. Il ne faut en aucun cas ignorer les facteurs économiques. Il serait au demeurant erroné d'expliquer le phénomène de façon univoque ; ainsi par ce que les groupes dissidents et très largement les entrepreneurs politiques de la diaspora appellent « le funeste totalitarisme au pouvoir dans le pays ». Contrairement à cette approche *à la* (en français dans le texte) Gaim Kibreab, nous pensons que le phénomène résulte de multiples facteurs qui se recoupent d'ailleurs largement et parmi lesquels la misère politique et la misère économique ressortent comme les plus critiques.

//TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR MARCUS SPENCER

25 Cf. Michael Kagan, « Refugee Credibility Assessment and the "Religious Imposter" problem : Case Study of Eritrean Pentecostal Claims in Egypt », *Vanderbilt Journal of Transnational Law*, 2010, vol. 43, n°5, p. 1179-1233.

26 Cf. Roger Zetter, « Labelling Refugees : Forming and Transforming a Bureaucratic Identity », *Journal of Refugee Studies*, 1991, vol. 4, n°1, p. 39-62 ; Emma Haddad, « Who is (not) a refugee ? », European University Institute SPS, 2004, vol. 6, <cadmus.eui.eu/bitstream/id/1769/sps2004-06.pdf> [16 avril 2015].